

**EVOLUTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ AVANT ET APRÈS LA CRISE (2001 - 2010)** 

177 Quelles dynamiques pour le Pays de la région mulhousienne?























#### INTRODUCTION ET SOMMAIRE

Ce zoom s'appuie sur l'étude réalisée par le Centre d'Analyse Stratégique (CAS), parue en novembre 2010, intitulée « Les secteurs créateurs d'emplois à courtmoyen terme après la crise ».

Elle vise, dans un premier temps, à repérer la manière dont les activités économiques ont réagi pendant la crise et depuis la crise. Pour ce faire, le CAS met en perspective:

- → les évolutions des effectifs salariés des branches entre la fin 2007 et le « point de rebond de l'intérim » (premier trimestre 2009),
- → et les évolutions des effectifs, de ce point de rebond au second trimestre 2010.

Cette méthodologie a été appliquée à l'échelle du Pays de la région mulhousienne, à partir de données fournies par l'URSSAF. Les mêmes échelles de temps ont été reprises pour analyser la réactivité des activités locales, pendant la crise et depuis le rebond.

L'une des premières informations à retenir est que les évolutions constatées aux plans national et local sont très divergentes. Au plan national, quelques activités industrielles gagnent des effectifs même pendant la crise, ce qui n'est pas le cas localement. De manière générale, la crise engendre des effets négatifs plus forts au plan local qu'au plan national.

L'hypothèse peut être faite que l'économie française s'est restructurée à partir des années 70. Les suppressions les plus massives d'effectifs ont eu lieu depuis lors dans de nombreux secteurs industriels.

Localement, les effectifs industriels n'ont pas connu ce type de restructuration. Certes le textile a perdu, comme ailleurs, des effectifs, mais un effet de déversement a joué vers d'autres secteurs industriels comme l'automobile. La perte d'emploi industriel a ensuite été compensée par la forte croissance des activités tertiaires. De ce fait, jusqu'au début de la décennie 2000, le tissu économique local est resté dynamique, créateur net d'emplois. Tout a changé à compter de 2001. L'industrie s'est mise à perdre massivement des emplois, tandis que la dynamique tertiaire s'essoufflait.

Parce que l'évolution au niveau local est différente de celle observée au niveau national, la prospective emploi nationale à l'horizon 2015, qui constitue le second temps du travail du CAS, ne peut être transposée telle quelle au plan local.

Pour avoir une idée des besoins en emploi, d'autres données ont donc dû être mobilisées. L'évolution de l'emploi entre 2001 et 2009, dans 732 activités économiques, a été analysée. En effet, si globalement, l'économie locale perd de l'emploi salarié privé sur cette période, certaines activités ont résisté voire ont créé de l'emploi. Il s'agissait donc de repérer ces activités particulièrement dynamiques qui peuvent être indicatrices des tendances à venir.

Les travaux de l'OREF Alsace et l'enquête régionale Besoins en Main d'Oeuvre menée par Pôle emploi en 2011 complètent cette analyse et permettent, dans la seconde partie de ce zoom, de développer une vision globale des secteurs qui pourraient s'avérer créateurs d'emploi à court terme.

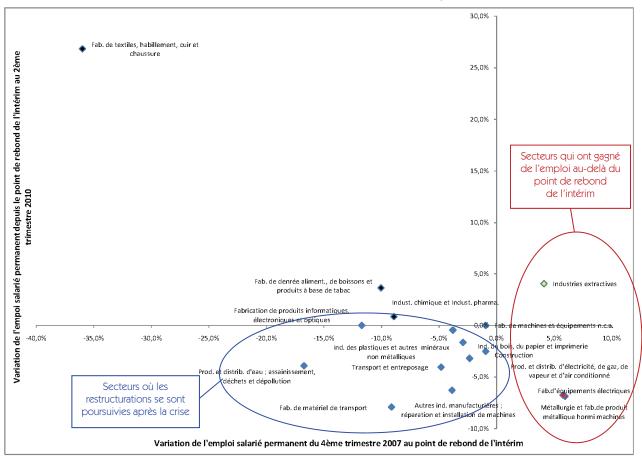
#### Sommaire

Evolution des activités industrielles Evolution des activités tertiaires marchandes et non-marchandes Quelles activités résistent ? Quelles intentions d'embauche ? Et pour l'avenir, quelle prospective régionale ? Synthèse	Page 4 Page 6 Page 8 Page 12 Page 16 Page 17
---	---

### **EVOLUTION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES**

Entre la fin de l'année 2007 et le second semestre 2009, l'économie locale a perdu 4 351 postes salariés. Le stock d'emplois à cette date s'établit à 86 604 emplois, soit une baisse de 4,8%. Les pertes nettes sont particulièrement importantes dans les activités industrielles (-2 129 postes sur un stock initial de 21 300 postes), ce qui représente une baisse de 10% des effectifs. La baisse des effectifs industriels se poursuit après le second trimestre 2009, mais à un degré moindre, la perte étant surtout concentrée dans l'industrie automobile.

#### Croisement des évolutions d'effectifs salariés de fin 2007 à mi-2009 , et de mi-2009 à mi-2010



Sources: URSSAF, traitement AURM

#### ELÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

#### Passer du niveau national au niveau local : des précautions méthodologiques à prendre

La méthodologie adoptée par le CAS consiste à croiser les pourcentages de variation de l'emploi entre 2007 et 2009, avec ceux constatés entre 2009 et 2010 (« après le rebond de l'intérim »). Au plan local, les variations peuvent porter sur de très faibles effectifs. Ainsi, la variation des effectifs dans l'industrie textile concerne 92 personnes pour un stock de 343 salariés au second trimestre 2009. De ce fait, toute variation positive comme négative, traduite en pourcentage, s'avère importante.













#### La crise, accélérateur de tendance au niveau local

Le graphique ci-contre vient confirmer l'effet accélérateur de la crise. Celle-ci a confirmé la tendance, constatée depuis le début des années 2000, de perte importante d'effectifs industriels.

- → Quasiment toutes les activités industrielles ont perdu de l'emploi pendant la crise. Font exception les industries extractives (+1 poste), la fabrication de produits métalliques (+46) et la fabrication d'équipements électriques (+6).
- → Les activités les plus concernées par ces pertes d'effectifs sont l'industrie automobile (51,5% des pertes), le textile (18%), l'agroalimentaire (7%) ainsi que la production d'eau et l'assainissement (7,2%). Ces branches représentent à elles quatre 83,5% des pertes en volume. Elles employaient 63% des effectifs industriels en 2007; fin 2009, avec 11 572 postes, elles ne représentent plus que 60% des effectifs industriels.
- → Les variations d'effectifs sont souvent plus fortes qu'au plan national. Il en va ainsi, par exemple, des industries agroalimentaires qui perdent environ 2% au plan national alors qu'au plan local, la variation est de -10%.

#### Second trimestre 2010 : une reprise qui se fait attendre

→ Les mouvements de restructuration constatés pendant la crise dans la grande majorité des branches industrielles se sont poursuivis après le rebond. Du second trimestre 2009 au second trimestre 2010, la perte nette d'emplois industriels s'établit à 773 postes, auxquels peuvent être ajoutés les 162 postes perdus dans le secteur de la construction.

- → Le stock d'emplois n'est plus que de 18 398 postes industriels et de 6 313 dans la construction. L'industrie ne représente donc plus que 21,3% des effectifs salariés privés et le BTP 7,3%.
- → Seules quatre branches ont commencé à regagner de l'emploi au-delà du point de rebond. Il s'agit:
  - Des industries extractives : +3 postes
  - De la fabrication de denrées alimentaires :+59 postes
  - De la fabrication de textiles : + 92 postes
  - De l'industrie chimique et pharmaceutique : +10 postes.

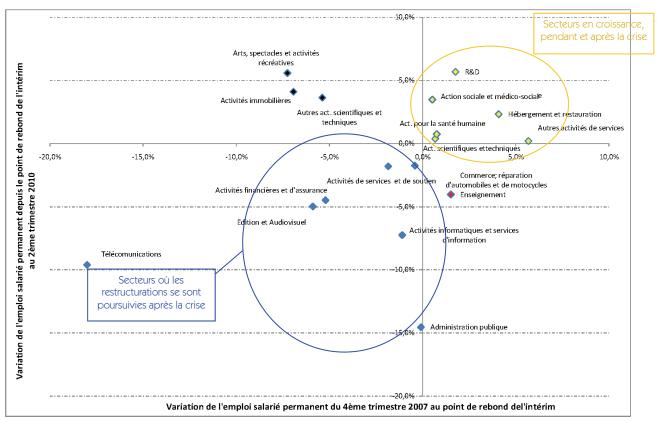
Cependant, les trois dernières branches sont aussi celles qui ont connu les pertes d'emplois les plus importantes pendant la crise (671 postes perdus soit 15,5% des pertes totales de l'industrie). Tout se passe comme s'il y avait eu dans ces activités un ajustement brutal des effectifs au plus fort de la crise, suivi d'un rattrapage au début de l'année 2010.

- → Deux activités ont stabilisé leurs effectifs :
  - Fabrication d'équipements électriques
  - □ Fabrication de machines et équipements
- → Les autres branches d'activités industrielles perdent des emplois. En particulier, la fabrication de matériels de transport a perdu 706 postes soit 8% de son stock de 2009. Cette activité représente à elle seule 32% de la baisse du nombre d'emplois industriels. Les pertes d'emplois sont plus réduites dans les autres activités (-231 postes).

# EVOLUTION DES ACTIVITÉS TERTIAIRES MARCHANDES ET NON-MARCHANDES

L'évolution des activités tertiaires montre une situation beaucoup moins difficile que pour l'industrie. La perte d'effectifs salariés entre la fin 2007 et le second trimestre 2009 s'établit à 2 127 postes, soit 3,4% du total des activités tertiaires. La capacité de rebond de certaines activités est un bon indicateur de la dynamique qui caractérise ce secteur et qui se traduit par un gain d'emplois de 1 087 postes entre le milieu de l'année 2009 et le milieu de l'année 2010.

#### Croisement des évolutions d'effectifs salariés de fin 2007 à mi-2009 , et de mi 2009 à mi 2010



Sources: URSSAF, traitement AURM

#### ELÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

#### Tertiaire marchand et non-marchand

Concernant les activités tertiaires, le choix a été fait de compléter les branches présentes dans la note du CAS avec les activités publiques et para-publiques qui sont bien représentées dans le Pays de la région mulhousienne. Les activités du secteur non marchand sont en effet pourvoyeuses d'emplois, même si la création de valeur ne se situe pas sur le même plan que dans le secteur marchand. Au second trimestre 2010, ces activités représentaient 24% de l'emploi tertiaire (33% en excluant le commerce).













#### Un secteur tertiaire qui s'en sort mieux globalement

- → Différentes activités sont restées dynamiques pendant la crise. Elles ont poursuivi leur croissance pendant cette période, et ont continué à créer de l'emploi par la suite. Il s'agit:
  - des activités de santé (+49, puis +20 postes)
  - de l'action sociale (+103 puis +256)
  - de l'hébergement et restauration (+94 puis +81)
  - des activités scientifiques et techniques (+31 puis +13)
  - de la Recherche et Développement (+6 puis +10 postes)

Ces branches ont joué un rôle d'amortisseur en continuant à créer de l'emploi (ou en n'en perdant pas). Il s'agit aussi bien d'activités à dominante publique ou parapublique que d'activités à dominante marchande même si en nombre d'emplois créés, le public arrive en tête avec 428 postes supplémentaires.

- → Quatre activités ont perdu de l'emploi entre fin 2007 et le deuxième trimestre 2009 mais en ont, depuis, recréé:
  - eles arts et spectacles (-10 puis +48 postes)
  - <sup>a</sup> l'immobilier (-34 puis +33)

- les autres activités scientifiques et techniques (-69 puis +32)
- l'intérim. Les activités intérimaires jouent le rôle de variable d'ajustement. En cas de crise, les pertes d'emplois sont massives (-1 500 entre fin 2007 et mi-2009), mais la reprise est tout aussi rapide : +1 596 postes entre la mi-2009 et la mi-2010.
- → Toutes les autres activités ont perdu de l'emploi pendant la crise et continuent d'en perdre depuis. Les plus forts volumes de perte se trouvent dans:
  - □ le commerce et la réparation automobile (-441)
  - □ le transport (-639)
  - □ les activités financières et l'assurance (-271)
  - les activités de soutien aux entreprises hors intérim (-191)
  - les emplois contractuels de l'administration publique ont perdu 166 postes entre la fin 2007 et la mi 2010. Pour ces activités, la perte entre 2009 et 2010 est plus forte que la diminution subie entre 2007 et 2009: -790 postes puis -918 postes.

## Evolutions de l'emploi salarié entre le quatrième trimestre (T4) 2007, le second trimestre (T2) 2009 et le second trimestre (T2) 2010 dans le Pays de la région mulhousienne

	Evol. du T4 2007	Base 100:	Evol. du T2 2009	Base 100:
	au T2 2009	T4 2007	au T2 2010	T4 2007
Evolution de l'emploi, tous secteurs confondus	-4 351	95,2	76	95,3
Branches dont les effectifs sont ≥ à 1000 salariés	-3 492	95,7	99	95,8
Branches dont les effectifs sont ≤ à 1000 salariés	-859	90,7	-23	90,5
Dont industrie (yc BTP)	-2 224	92	-935	88,7
Branches dont les effectifs sont ≥ à 1000 salariés	-1 632	93	-912	89
Branches dont les effectifs sont ≤ à 1000 salariés	-592	86,8	-23	86,3
Dont services	-2 127	96,6	1 011	98,2
Branches dont les effectifs sont ≥ à 1000 salariés	-1 862	96,8	1 175	98,5
Branches dont les effectifs sont ≤ à 1000 salariés	-265	94,4	-164	94,4

Sources: URSSAF, traitement AURM

#### NOTE DE LECTURE

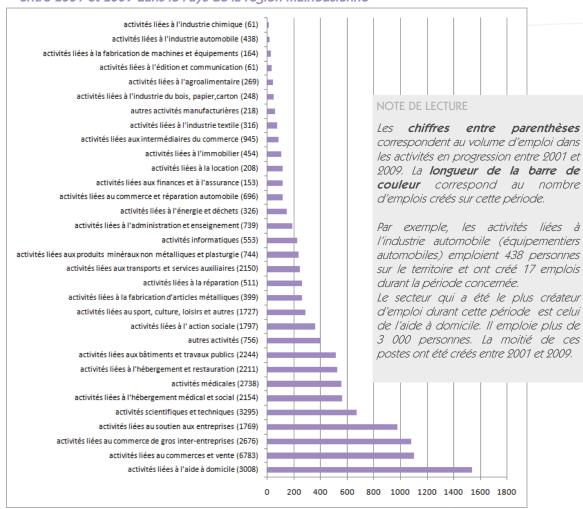
Tous secteurs confondus, l'économie locale a perdu 3 492 emplois entre 2007 et le second trimestre 2009, puis 76 postes entre la mi-2009 et la mi-2010. Ainsi, le volume d'emploi au second trimestre 2009 ne représentait plus que 95,7% de celui de 2007. Ce pourcentage progresse cependant (il s'élevait à 95,8% mi-2010), ce qui témoigne d'une amorce de reprise de l'activité. La stabilisation des effectifs est essentiellement due aux services.

### QUELLES ACTIVITÉS RÉSISTENT?

Différentes activités ont créé de l'emploi dans la région mulhousienne entre 2001 et 2009 Ainsi, quelques branches industrielles ont gagné 1 198 postes durant la période étudiée. Certaines activités de construction ont gagné 514 salariés. Les activités de services destinées principalement aux entreprises ont gagné 3 317 postes. Le commerce a gagné 1 099 postes. Les autres activités tertiaires marchandes ont crû de 865 postes, tandis que les activités tertiaires liées à la santé, au social, l'enseignement etc. ont vu leur effectif augmenter de 3 896 postes...

Soit un total de 10 889 postes qui ne suffisent pas à compenser les 20 967 postes perdus dans les autres activités.

#### Accroissement en volume des effectifs des activités ayant gagné de l'emploi entre 2001 et 2009 dans le Pays de la région mulhousienne



Sources: UNEDIC, traitement AURM

#### ELÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Ce graphique a été établi à partir des évolutions des effectifs des activités économiques (NAF 700) entre 2001 et 2009. La source utilisée est l'UNEDIC, ce qui signifie que les effectifs concernés sont les salariés entrant dans le champ marchand.

Les activités retenues sont celles qui ont créé de l'emploi durant cette période. Ainsi, l'ensemble des industries automobiles a perdu 3 910 emplois entre 2001 et 2009, mais les équipementiers ont créé 17 emplois.











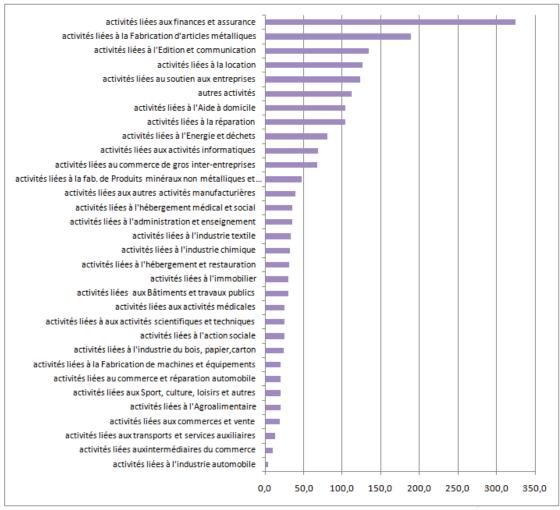


L'analyse des graphiques des pages 8 et 10 permet de tirer les conclusions suivantes:

- → Les plus forts taux de croissance des effectifs entre 2001 et 2009 se trouvent dans :
  - les activités liées aux finances et à l'assurance, qui augmentent de 325%. Les effectifs s'établissent à 153 salariés en 2009. Sont particulièrement concernées les activités liées à la gestion des risques et du patrimoine ainsi que la distribution de crédit.
  - La fabrication d'articles métalliques vient ensuite, avec un taux de croissance de 190%, pour un effectif de 399 salariés. Cette croissance est portée par la fabrication de structures métalliques et de portes et fenêtres en métal.
- → Un autre ensemble de secteurs se distingue, avec des taux de croissance des effectifs compris entre 100 et 150%. Il s'agit pour l'essentiel :
  - d'activités de location (208 personnes et +126%) notamment de biens domestiques, ce qui illustre peut-être la montée en puissance de l'économie de fonctionnalité;
  - d'activités de soutien aux entreprises (1 769 salariés, +124%) dont notamment les activités de photocopie, nettoyage et sécurité, et la réparation de machines et d'ouvrages en métaux. Cela témoigne peut-être d'une externalisation de la fonction de maintenance.

- les activités de services à domicile ont connu un fort développement (+104%) et, en 2009, occupent 3 008 personnes.
- des activités émergentes figurent aussi dans ce groupe, autour de l'édition et de la communication.
   Elles n'occupent cependant que 61 personnes.
- → Enfin, un ensemble de secteurs a connu un taux de croissance de ses effectifs compris entre 50 et 100%:
  - les effectifs des activités de production d'énergie et la gestion des déchets croissent de 80% et s'établissent à 326 salariés.
  - de nouvelles activités informatiques se développent autour de la programmation, du conseil et de la gestion de système. Ces activités emploient 553 salariés, effectifs qui ont crû de 69%.
  - Les activités de commerce de gros inter-entreprises s'en sortent bien avec 21 activités sur 42 qui ont connu une croissance de l'emploi pour 1 079 postes en plus au total. Les plus forts taux de croissance se trouvent dans le commerce de gros de sucre et confiserie, de machines et équipements, de matériel électrique.

#### Accroissement (en pourcentages) des effectifs des activités ayant gagné de l'emploi entre 2001 et 2009 dans le Pays de la région mulhousienne



Sources: UNEDIC, traitement AURM

#### ELÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Ce graphique a été établi à partir des évolutions des effectifs des activités économiques (NAF 700) entre 2001 et 2009. La source utilisée est l'UNEDIC, ce qui signifie que les effectifs concernés sont les salariés entrant dans le champ marchand.













- → Les autres regroupements d'activités ont des taux de croissance inférieurs à 50%. On y trouve :
  - des activités de nature industrielle. 538 emplois ont été créés et les effectifs de ces activités s'établissent à 2 458 salariés. Les plus forts volumes de salariés se trouvent dans :
    - ✓ la fabrication de produits minéraux (+238 salariés) et notamment la fabrication d'éléments en plâtre et béton pour la construction (+140)
    - √les textiles non tissés et techniques (+78)
    - √ l'imprégnation du bois (+38)
  - des services collectifs qui, dans l'ensemble ont gagné 1 405 postes et représentent 6 417 salariés.
     Les plus fortes croissances d'effectifs se trouvent dans
    - √ l'hébergement de personnes âgées (+217) et d'enfants en difficultés (+143)
    - ✓ l'action sociale (+361)
    - ✓ l'administration publique (+192)
    - ✓ les activités de loisirs et récréatives (+128)

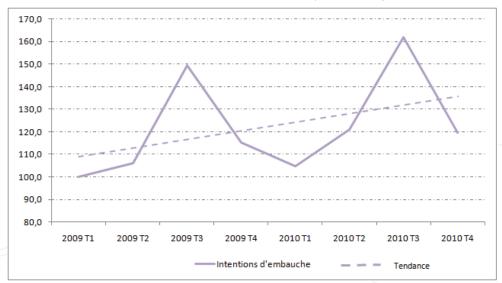
- Certaines activités de commerce de proximité ont également un solde positif. Les plus importantes sont :
  - √ le commerce de détail de viande (+261)
  - ✓ le commerce de matériel de télécommunication (+101)
  - ✓ le commerce de journaux et papeterie (+114)

Les activités commerciales créatrices de postes totalisent 1 009 postes en plus, ce qui ne représente toutefois qu'une croissance de 20% des effectifs.

- Dans le secteur de la construction, 3 activités ressortent:
  - ✓ l'installation thermique et la climatisation (+109)
  - ✓ la menuiserie bois et PVC (+132)
  - ✓ les autres travaux d'installation (+125)

### QUELLES INTENTIONS D'EMBAUCHE?

#### Evolution des intentions d'embauche entre 2009 et 2010 (base 100 : premier trimestre 2009)



Sources: URSSAF, traitement AURM

#### Des intentions d'embauche croissantes...

Le graphique ci-dessus, construit à partir des intentions d'embauche relevées par l'URSSAF trimestriellement, montre qu'au delà de la saisonnalité, les intentions d'embauche sur le territoire croissent depuis le premier trimestre 2009. Cela peut laisser présager une amélioration de la situation de l'emploi.

#### ... qui concernent peu l'industrie

Tous les problèmes ne seront pas résolus pour les actifs inoccupés aux qualifications industrielles. En effet, au dernier trimestre 2010, les intentions d'embauche dans les activités industrielles sont relativement faibles, comme le montre le graphique ci-contre, qui reporte les intentions déclarées aux effectifs des branches. Les activités industrielles présentent les plus faibles ratios. Seules exceptions, les industries agroalimentaires et la construction qui sont en position médiane. Mais les « activités administratives et de soutien aux entreprises », qui incluent l'intérim, affichent un taux d'intentions assez élevé (elles arrivent en 5ème position). Une partie de ces intérimaires sera employée dans l'industrie, mais pour des postes généralement peu qualifiés et précaires.

#### ... et sont concentrées dans les activités de services

Ce sont les services qui représentent la plus grande part des intentions d'embauche. Ceci vient confirmer la dynamique du secteur déjà observée précédemment.

Les activités liées à une demande plus locale sont peut-être plus aptes à trouver un second souffle après le passage d'une crise touchant plus profondément les branches sensibles aux variations de la demande internationale. Reste que 72% des intentions d'embauche sont concentrées dans seulement 6 branches (\*), qui représentent 47% de l'emploi total.

La croissance de l'emploi sur le territoire, encore faible dans la période post-crise, est avant tout tirée par le secteur des services et notamment dans des activités dont les effectifs dépassent 1 000 salariés.

(\*) commerce et réparation automobile, services administratifs et de soutien aux entreprises; hébergement et restauration; construction; action sociale et hébergement médico-social; arts, spectacles et activités récréatives.



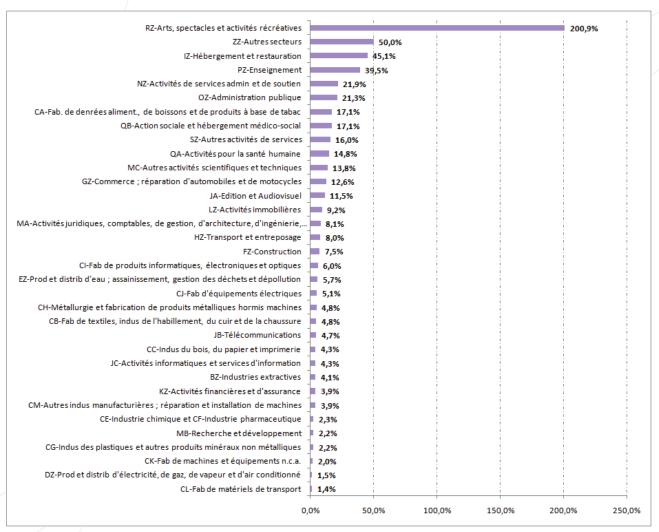








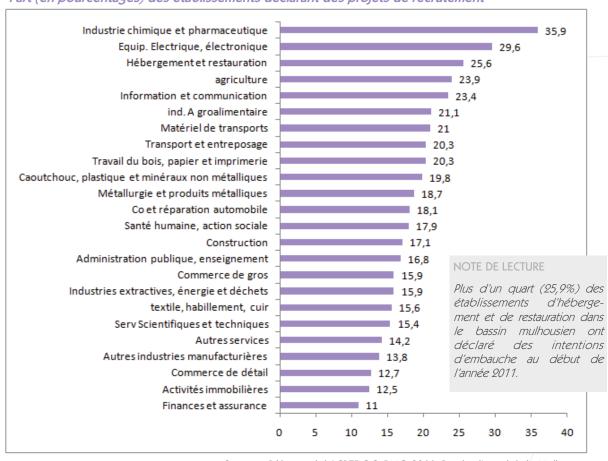
#### Intentions d'embauche rapportées au stock d'emploi au 4ème trimestre 2010 dans le Pays de la région mulhousienne



Sources: URSSAF, traitement AURM

### QUELLES INTENTIONS D'EMBAUCHE ?(SUITE)

#### Part (en pourcentages) des établissements déclarant des projets de recrutement



Sources: Pôle emploi / CREDOC, BMO 2011. Bassin d'emploi de Mulhouse











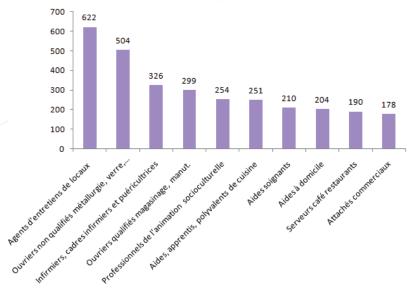


De manière paradoxale, les activités industrielles figurent parmi les secteurs qui présentent les taux de projets de recrutement les plus importants au niveau régional. Cela vient peut-être d'un ajustement rapide des effectifs au plus fort de la crise, auquel succèdent en 2011, des projets d'embauche nécessaires pour accompagner la reprise.

Néanmoins, les données locales de l'enquête sur les besoins en main d'oeuvre ne placent pas les métiers liés à l'industrie aux premières places des projets de recrutement. Seuls y figurent des ouvriers non qualifiés de la métallurgie et des ouvriers qualifiés de la manutention.

Les métiers les plus recherchés sont liés à la santé (infirmiers, aides soignants), à l'aide à domicile, aux activités socioculturelles et à l'hôtellerie restauration (serveur, cuisinier, aide cuisinier).

#### Nombre de projets de recrutements pour les 10 métiers les plus recherchés



Sources: Pôle emploi / CREDOC, BMO 2011. Bassin d'emploi de Mulhouse

Tandis que les projets d'embauche relevés par Pôle Emploi dans sa BMO 2011 tendent à baisser au niveau régional, le bassin d'emploi de Mulhouse connaît une amélioration de sa situation. Si les établissements recruteurs sont moins nombreux (-2,9 points), les projets de recrutement sont plus nombreux. Ils passent de 5 805 en 2010 à 6 935 en 2011.

Autre point notable, les projets de recrutement dans le Sud Alsace, sont moins saisonniers que dans le reste de l'Alsace. Cela est sans doute dû à une moindre présence de la viticulture.

### ET POUR L'AVENIR, QUELLE PROSPECTIVE RÉGIONALE?

L'Observatoire Régional Emploi Formation a publié en février 2011, un bilan sur les perspectives en matière d'emploi en Alsace. Compte tenu notamment des départs prévisibles en retraite, il est possible d'indiquer les métiers qui, en Alsace, vont connaître des tensions dans les années à venir.

#### Quelques éléments de synthèse...

#### → Très forts besoins de renouvellement

- Les activités tertiaires connaissent les besoins de renouvellement les plus forts.
- Dans les entreprises privées, les besoins seront forts en cadres et intermédiaires pour des emplois administratifs et commerciaux.
- Une seule catégorie d'ouvriers de production est concernée: les ouvriers qualifiés des industries de process.
- Les autres métiers en forte tension concernent la santé et les services à la personne : assistants maternels, aides à domicile.

#### → Forts besoins de renouvellement

- Le profil des métiers où les tensions seront fortes est similaire. Y tiennent une place importante les métiers de service, notamment public (enseignant, policier...) ou à vocation sociale et culturelle.
- Des opportunités existeront pour des emplois au niveau de qualification relativement peu élevé tels que cuisinier, conducteur, caissiers, agents d'entretien, métiers où la rotation du personnel est par ailleurs assez élevée.
- Les métiers d'ouvriers qualifiés ou non de la manutention feront l'objet de forts renouvellements.

#### → Besoins de renouvellement moyens ou faibles

- Pour trouver les métiers ouvriers il convient de se tourner du côté des besoins de renouvellement moyens et faibles.
- Le Bâtiment, premier et second oeuvre, connaîtra des besoins moyens mais il faut noter que le volume de population concerné est très important (46 700 personnes).
- Même chose pour les employés et cadres de la fonction publique (43 300 personnes).
- Enfin, les emplois d'ouvriers non qualifiés de la mécanique et des industries de process n'offrent plus beaucoup de débouchés dans la mesure où les postes sont progressivement supprimés, en raison de la mécanisation ou pour laisser place à des emplois plus qualifiés.
   C'est le cas des emplois d'ouvriers qualifiés des industries de process qui font partie des métiers en très forte tension.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

« Emploi - Formation en Alsace: bilan et perspectives »

Ce document est disponible sur le site de l'OREF (www.oref-alsace.org).













### SYNTHÈSE

Les secteurs présentent des capacités très différentes de résistance à la crise. Quatre situations types peuvent être repérées.

Certains secteurs n'ont pas encore rebondi. Ils ont été impactés par la crise, ont perdu des emplois et ils continuent d'en perdre malgré la reprise de l'activité dont témoigne la croissance de l'intérim depuis la mi-2009. Sont particulièrement concernés l'industrie automobile, le transport et l'entreposage, les activités financières et l'assurance.

Viennent ensuite des secteurs qui ont sur-réagi à la crise. Ils ont probablement ajusté au plus juste leur volume de main d'oeuvre durant la crise, et ont commencé à réembaucher dès le début de la reprise. C'est particulièrement le cas dans les industries agroalimentaires, textiles et dans la chimie. L'intérim fait aussi partie de ces activités : véritable « variable d'ajustement », les intérimaires ont été les premières personnes à subir les effets de la crise. Ils ont ensuite été les premiers à être réembauchés depuis la reprise d'activité.

D'autres secteurs présentent au contraire une inertie assez forte. C'est le cas par exemple des emplois contractuels dans les administrations publiques et l'enseignement. La crise n'a pas d'effet sur le volume de ces emplois, mais la rigueur budgétaire qui suit entraîne un moindre recours à ce type de contrats.

Enfin, différents secteurs ont continué à créer localement de l'emploi, pendant et après la crise. Il s'agit d'activités de services. Les services sanitaires et sociaux sont en première ligne. Différents services marchands, essentiels à la compétitivité de l'économie, comme la recherche-développement, les activités scientifiques et techniques, sont aussi concernés par cette croissance continue des effectifs salariés. Est également concerné le secteur de l'Hôtellerie-Restauration.

### Tout porte à croire que ces variations d'effectifs salariés sont plus structurelles que conjoncturelles.

L'économie du Pays de la région mulhousienne a connu un renversement de tendance depuis le début des années 2000. Il a pu passer inaperçu car l'économie a été dopée par la croissance momentanée des effectifs de l'industrie automobile aux alentours des années 2005/2006, mais le fait est que la restructuration est en cours depuis une dizaine d'années. Elle se traduit par la suppression de plus de 20 000 postes de travail.

Ce renversement de tendance s'explique notamment par un manque de compétitivité qui a conduit à des fermetures d'entreprises. Les délocalisations et l'automatisation des tâches changent également la nature du travail dans les entreprises industrielles.

### SYNTHÈSE (SUITE)

Les postes les moins qualifiés se raréfient, au profit d'emplois davantage qualifiés, en moins grand nombre. Par ailleurs, bon nombre d'emplois industriels sont externalisés, ne sont plus assurés en interne par les entreprises. Elles font alors appel à des entreprises de services.

### C'est pourquoi certaines activités connaissent une croissance quelquefois soutenue de leurs effectifs.

Parmi ces activités en croissance figurent les activités de services aux entreprises. Elles recourent désormais à des sociétés spécialisées pour le traitement des documents, la sécurité, et même l'entretien, la maintenance et la réparation de leurs machines. Figurent aussi des activités liées à la location, ce qui témoigne peut-être du développement de l'économie de fonctionnalité où la location prévaut sur la propriété des biens

Certaines activités industrielles voient aussi leurs effectifs croître depuis 2001. C'est le cas de la fabrication d'éléments en béton pour la construction, la fabrication de structures métalliques et de portes et fenêtres métalliques. Le secteur du bâtiment semble être en mutation, avec une croissance appréciable des emplois dans les activités liées aux installations thermiques et de climatisation notamment.

Les activités liées à l'aide à domicile ont fourni le plus gros contingent d'embauche depuis 2001 (plus de 1500 postes créés). Cette forte croissance est sans doute à mettre au compte des aides fiscales dont bénéficient les ménages lorsqu'ils recourent à ces aides. Au-delà, le vieillissement de la population devrait soutenir ces activités à l'avenir.

### Les tendances pour l'avenir permettent d'envisager une amélioration de la situation locale.

En effet, depuis 2009, les intentions d'embauche croissent et les projets de recrutement sont plus nombreux pour 2011 qu'en 2010. Hormis les activités qui ont sur-réagi à la crise (la chimie...), les projets concernent peu les secteurs industriels. Il s'agit plutôt d'emplois qualifiés dans ce cas, correspondant par exemple à des spécialités de niche (certains textiles techniques par exemple). Localement comme au plan régional, les besoins s'orientent plutôt vers les activités tertiaires. Les activités sanitaires (infirmiers, aidessoignants...) continuent d'être en tension; les services à la personnes, l'hôtellerie restauration, les activités d'entretien devraient également offrir des débouchés importants.











Ce zoom a été réalisé dans le cadre de la démarche de Gestion Territoriale des Ressources Humaines « TransverS'AL », pilotée par la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la région mulhousienne

Sa réalisation a été confiée à l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne.









DÉVELOPPER A N I M E R CONTRIBUER R É D U I R E A C C U E I L L I R









